

Études et analyses

n°22 - juin 2018



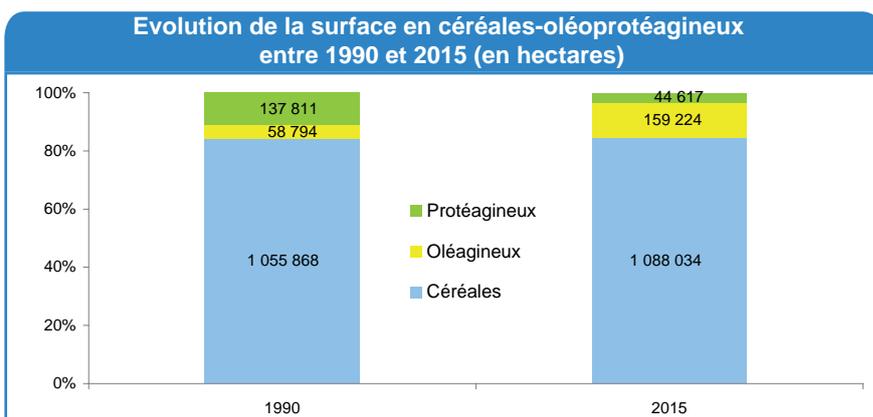
L'évolution de l'agriculture des Hauts-de-France depuis 25 ans

Les techniques agricoles, le marché mondial comme la prise en compte des enjeux environnementaux impactent la répartition de la sole en terres arables. Le pôle «synthèses économiques» du service régional de l'information statistique et économique établit chaque année la statistique agricole annuelle (SAA) à l'échelle départementale. Il anime également le réseau d'information comptable agricole. Il s'agit non seulement d'établir les données de surfaces, de rendements et de volumes produits pour les principales productions végétales et animales de la région, mais aussi de suivre le fonctionnement et le revenu des exploitations agricoles. Depuis 25 ans, la répartition des surfaces entre cultures et la structure des exploitations ont sensiblement évolué. La région est la première région productrice française de blé tendre. Pour autant, la culture du colza, encouragée par des débouchés innovants, se développe fortement dans certains départements. Les Hauts-de-France se distinguent par leur place de premier producteur français en pommes de terre et en betteraves industrielles. La région est aussi leader dans la production de légumes d'industrie. En élevage, la production de lait de vache augmente grâce à la hausse de la productivité. Au bilan, les exploitations sont moins nombreuses mais disposent de plus de surface agricole utile.

Forte progression des oléagineux au détriment des protéagineux

En 25 ans, la surface implantée en céréales progresse de 32 000 hectares alors que celle consacrée aux protéagineux chute de 93 000 hectares. La culture du pois protéagineux bien qu'étant un bon précédent cultural, souffre d'un manque d'intérêt économique ainsi que de résultats de récolte en dents de scie en raison de sa sensibilité aux conditions climatiques. Ainsi la surface implantée en pois protéagineux tombe de 131 270 ha en 1990

à 22 500 ha en 2015. Sur la même période, la surface en féverole triple et atteint plus de 22 000 hectares en 2015. Les oléagineux et notamment la culture du colza augmentent de près de 100 000 hectares depuis 1990. En effet, les débouchés se sont multipliés pour cette culture comme la fabrication de biocarburants, sa consommation dans l'alimentation humaine progresse et les rendements de la région restent très corrects.

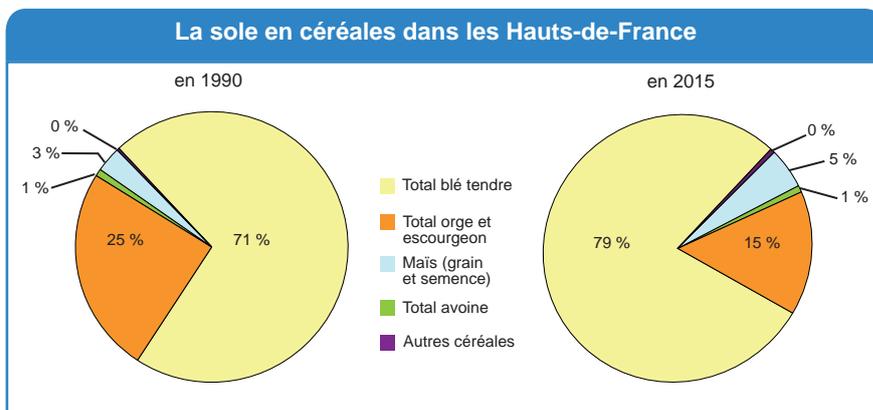


Source : Agreste - SAA

Hausse des productions de blé tendre mais baisse de leur valeur réelle

Au fil des années, les Hauts-de-France se spécialisent dans la culture du blé tendre au détriment de l'orge. Dans le

même temps, la surface consacrée à la culture du maïs grain et semence a augmenté de près de 27 000 hectares.



Source : Agreste - SAA



Forte extension du blé tendre

Depuis des décennies, la consommation mondiale de blé ne cesse de croître à la faveur d'une urbanisation grandissante qui modifie les habitudes alimentaires. Désormais, la France exporte de plus en plus de blé vers l'Afrique, le Moyen-Orient et le sud-est asiatique.

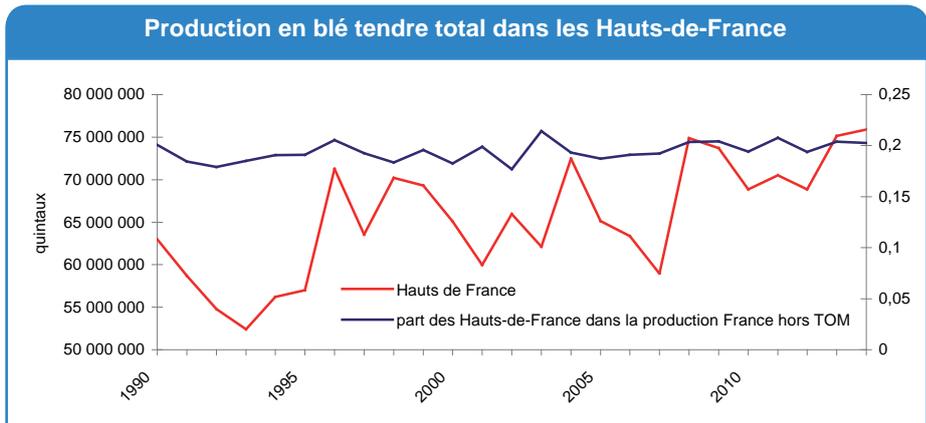
La production de blé tendre progresse de 20 millions de quintaux en 25 ans dans les Hauts-de-France. Cette augmentation correspond à l'ensemencement de 100 000 ha supplémentaires de 1990 à 2015 et à une évolution constante du rendement.

En contrepartie, la culture du blé dans la région génère 1 211 millions d'euros constants en 2015 (produit brut après déflation par l'évolution de l'indice de prix du PIB) contre 1 353 millions en 1990. La valeur réelle de la production a baissé en 25 ans.

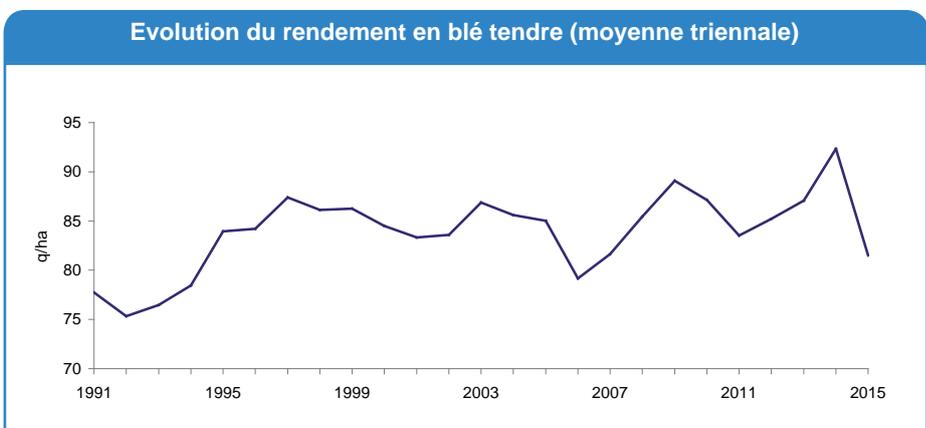
Les variations de rendement annuelles résultent souvent de conditions agro-climatiques plus ou moins favorables. Depuis 1996 et si on exclut les années atypiques 2007 et 2016, le rendement de la région en blé tendre ne cesse de croître au-dessus des 80 quintaux par hectare. L'amélioration des pratiques culturales (biocontrôle, fractionnement des apports d'azote, nutrition soufrée...) et des variétés (résistances, intérêt des mélanges variétaux...) permet d'accroître la qualité de la production et de limiter le recours aux produits phytosanitaires.

La surface cultivée en blé tendre représente près de 860 000 hectares en 2015 dans les Hauts-de-France. Les très bonnes terres du Santerre, de l'Artois, du plateau picard ou encore du Saint-Quentinois et Laonnois totalisent les plus grandes superficies cultivées en blé tendre par petite région agricole. Sans surprise, les petites régions agricoles qui sont plutôt des terres d'élevage comme la Thiérache, le Boulonnais ou le Pays de Bray, affichent une part de leur surface agricole utile (SAU) en blé tendre plus basse que le reste de la région.

N.B. : Une carte nommant les petites régions agricoles figure en annexe 1.

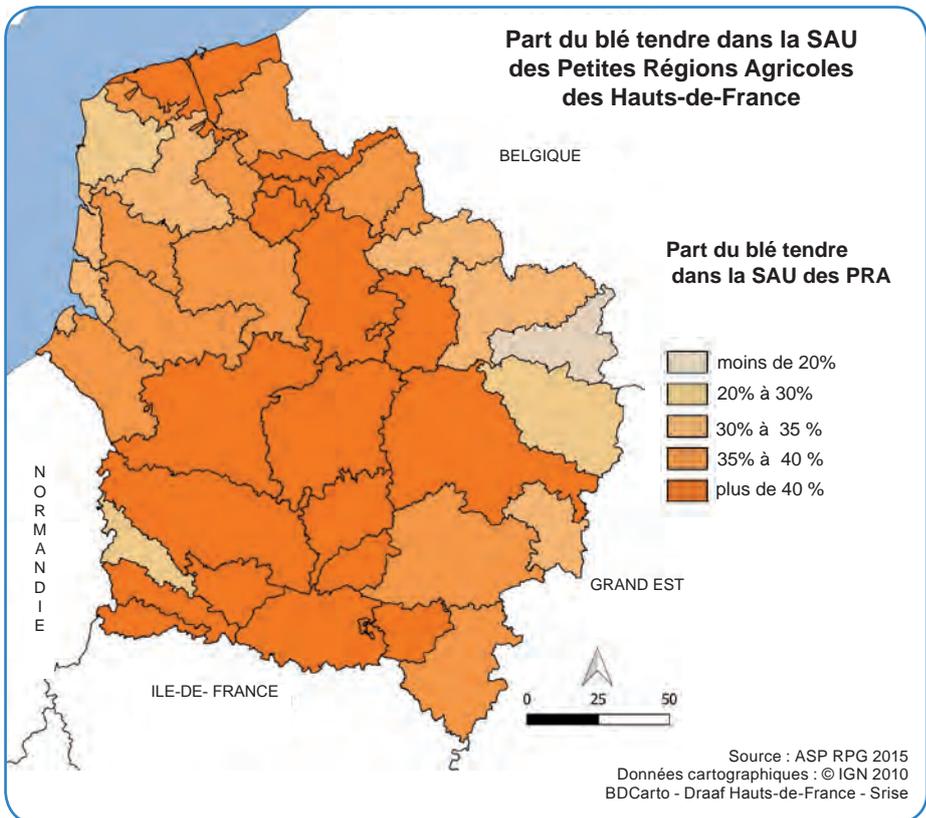


Source : Agreste - SAA



Source : Agreste SAA - SAP 2016

N.B. : La moyenne triennale de 1991 correspond à la moyenne des années 1990, 1991 et 1992



Baisse constante des surfaces en orge et escourgeon

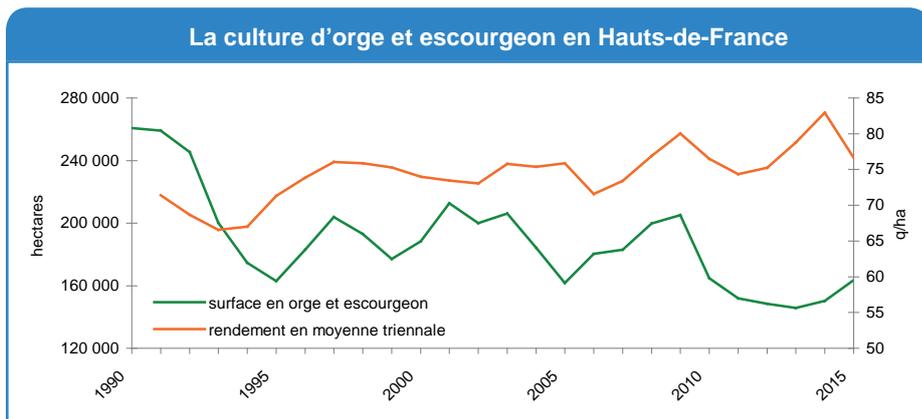
La surface consacrée à la culture d'orge baisse globalement depuis 1990. Elle passe ainsi de 261 000 ha à près de 164 000 ha en 2015. Cette surface se maintient d'ailleurs en-deçà des 200 000 ha depuis 2010.

Sur la même période, le rendement reste relativement stable. En effet, en moyenne triennale, il se maintient au-dessus des 70 q/ha depuis 1995.

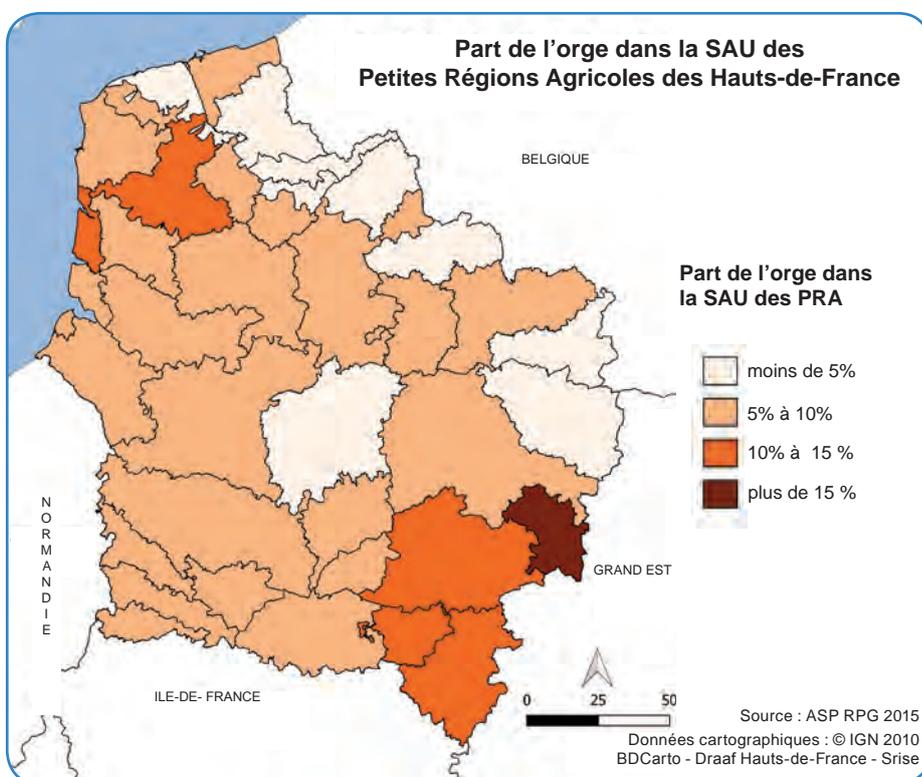
Le poids de la région dans la production française d'orge et escourgeon baisse et passe ainsi de 19 % en 1990 à 11 % en 2015.

Suivant la même tendance, la valeur générée par la culture de l'orge (produit brut après déflation par l'évolution de l'indice de prix du PIB) dans la région baisse de 369 millions d'euros constants en 1990 à 197 millions en 2015.

La Champagne-Crayeuse consacre, en 2015, la plus grande part de sa surface agricole utile à la culture de l'orge. C'est toutefois dans la petite région agricole du Saint-Quentinois et Laonnois, et sur le plateau picard de l'Oise et de la Somme, que l'on totalise les plus grandes surfaces consacrées à cette culture. Plus de 13 000 hectares d'orge sont cultivés dans chacune de ces trois petites régions agricoles.

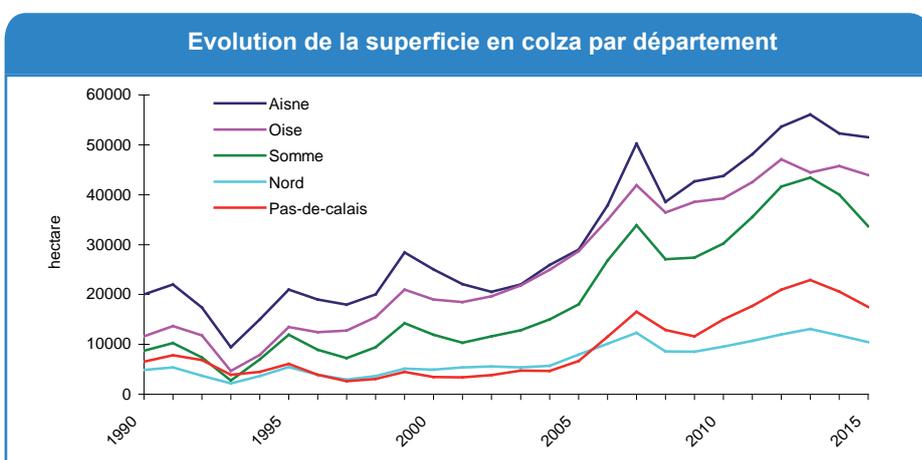


Source : Agreste SAA - SAP 2016



Une sole en colza en progression plus ou moins accentuée dans les départements

La production de colza passe de moins de 2 millions de quintaux en 1990 à près de 7 millions en 2015. Cette évolution est nettement liée à l'augmentation des surfaces consacrées à la culture qui passent de 52 000 ha en 1990 à 157 000 hectares en 2015. Cette importante augmentation est différenciée selon les départements. Alors que le Nord double sa surface consacrée au colza, l'Oise et la Somme la quadruplent.



Source : Agreste - SAA

Le rendement en colza est très variable selon les années et oscille entre 26 q/ha en 1992 et 43,4 q/ha en 2011. L'analyse de l'évolution de ce rendement est complexe car les surfaces consacrées à cette culture ont fortement augmenté en 25 ans : les terres, la technicité des exploitants sont donc variables au même titre que le climat et les variétés.

La part de la région dans la production française de colza passe de 9 à 12 % sur la même période. La valeur générée par la production brute d'oléagineux passe de 82 millions d'euros constants en 1990 à 234 millions en 2015, soit le triple en 25 ans.

L'attrait de cette culture réside notamment dans le fait qu'elle est une tête de rotation idéale. Cette brassicaceae capte l'azote du sol en hiver et permet un désherbage efficace des sols avant l'implantation de céréales. De plus, le colza est utilisé pour l'alimentation humaine ou animale, ainsi que pour la fabrication de biocarburants. Cette culture participe aussi à l'autonomie alimentaire de la France. En effet, le sous-produit de l'extraction de l'huile de colza, appelé tourteau, sert à compléter la ration des animaux d'élevage en protéines. Elle diminue dans une certaine mesure la dépendance de la France vis-à-vis du soja importé.

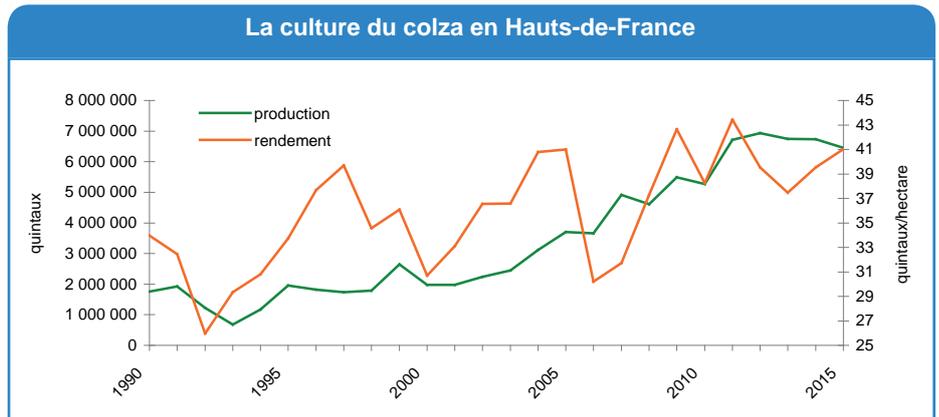
L'Oise, l'Aisne et le plateau picard de la Somme affichent les plus grandes parts de colza dans leur surface agricole utile. La petite région agricole du Saint-Quentinois et Laonnois compte plus de 22 000 hectares de colza en 2015. Le colza reste une tête d'assolement très plébiscitée sur les terres argileuses.

Pomme de terre de consommation : nette hausse de la production et de la valeur réelle générée

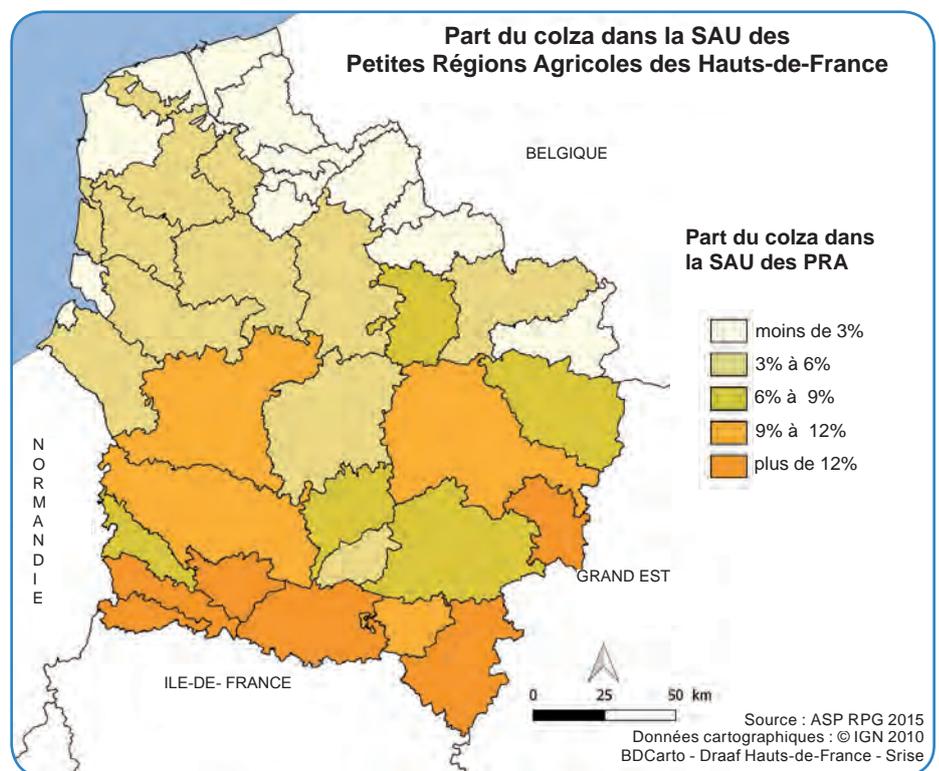
Deux types de pommes de terre sont principalement implantés dans les Hauts-de-France : les pommes de terre de consommation et les pommes de terre féculières destinées exclusivement à l'industrie.

La production de pommes de terre de consommation croît de plus de 15 millions de quintaux de 1990 à 2015 (+75%). La surface régionale consacrée à cette culture passe de 59,5 milliers d'hectares en 1990 à 75 milliers en 2015.

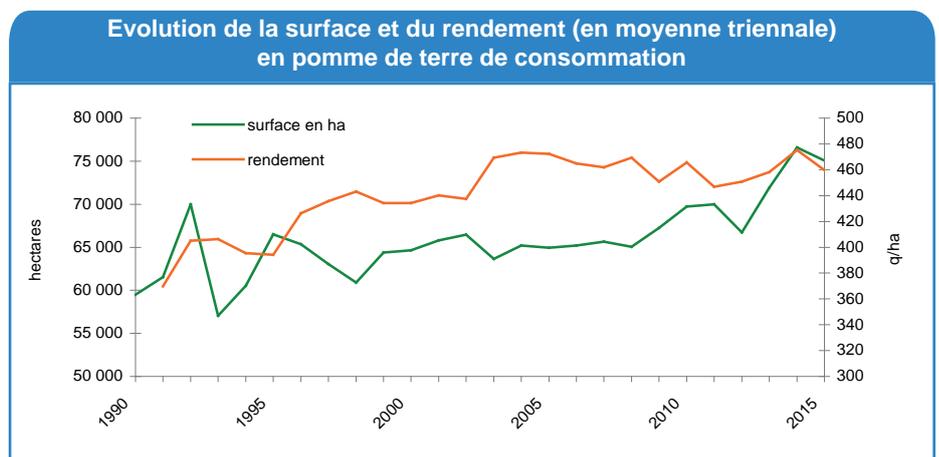
Les départements historiquement « principaux producteurs » comme le Nord et la Somme, affichent une certaine stabilité voire une légère hausse des surfaces consacrées à cette culture pour la



Source : Agreste - SAA



Source : ASP RPG 2015
Données cartographiques : © IGN 2010
BDCarto - Draaf Hauts-de-France - Srise



Source : Agreste SAA - SAP 2016

Somme. Le Pas-de-Calais voit, quant à lui, sa surface en pommes de terre de consommation doubler et progresser de près de 10 000 ha en 25 ans. La région est la première région productrice pour cette culture.

Les rendements en pommes de terre de consommation évoluent progressivement jusqu'à la fin des années 90. Cette production, conduite comme celle des grandes cultures a poursuivi sa modernisation entamée à la fin du XXème siècle. Pour la région, la valeur générée par cette production augmente très fortement et passe de 439 millions d'euros constants en 1990 à 1 001 millions d'euros en 2015. La production de la pomme de terre féculente ne cesse de baisser dans la région depuis 2011.

La courbe de tendance affiche une perte de surface en pommes de terre féculières d'environ 8 000 hectares en 25 ans. Dans le même laps de temps, le rendement progresse de plus de 100 q/ha. Cette amélioration du rendement ne suffit pas pour permettre de maintenir le niveau de production.

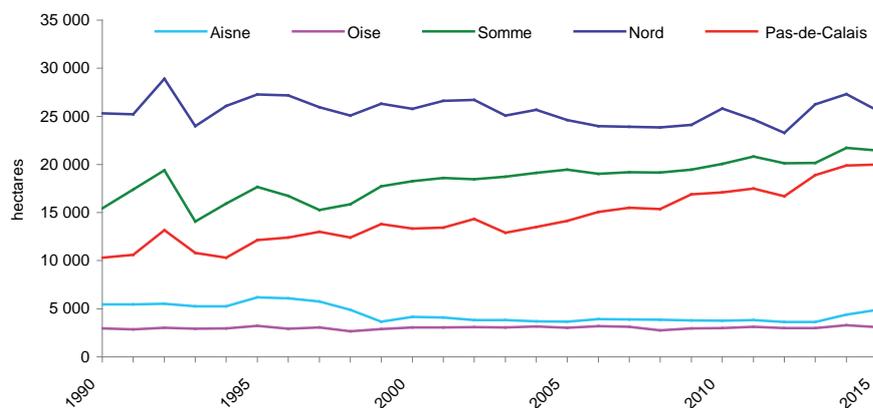
En 2015, les surfaces implantées en pommes de terre de féculerie progressent à nouveau. Ce regain d'intérêt pour cette culture peut résulter de la mise en place d'une nouvelle aide à la production de féculente de pomme de terre à hauteur de 82 €/ha, dans un contexte de cours volatils, voire déprimés des céréales.

La part de la région dans la production de pomme de terre de féculerie progresse depuis 1990. Les Hauts-de-France restent la première région productrice pour cette culture.

La culture de la pomme de terre se concentre dans le nord et le centre de la région des Hauts-de-France. Les pommes de terre constituent une culture exigeante, il est logique de les trouver principalement sur les terres à plus haut potentiel agronomique de la région. Les usines de transformation se situent sur les mêmes zones : Rosières-en-Santerre, Chaulnes, Harnes et Béthune. Le Santerre totalise plus de 17 000 hectares de pommes de terre en 2015, l'Artois et la Flandre intérieure environ 10 000 hectares chacun. Les petites régions agricoles de la Plaine de la Lys et de la région de Lille consacrent plus de 12 % de leur surface agricole utile à cette culture.

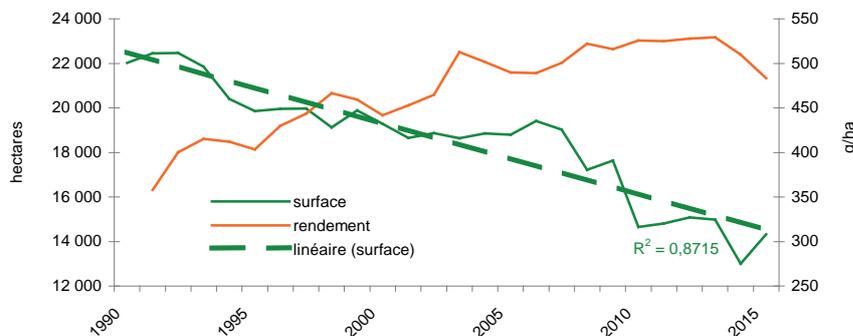


Evolution des surfaces implantées en pommes de terre de consommation



Source : Agreste - SAA

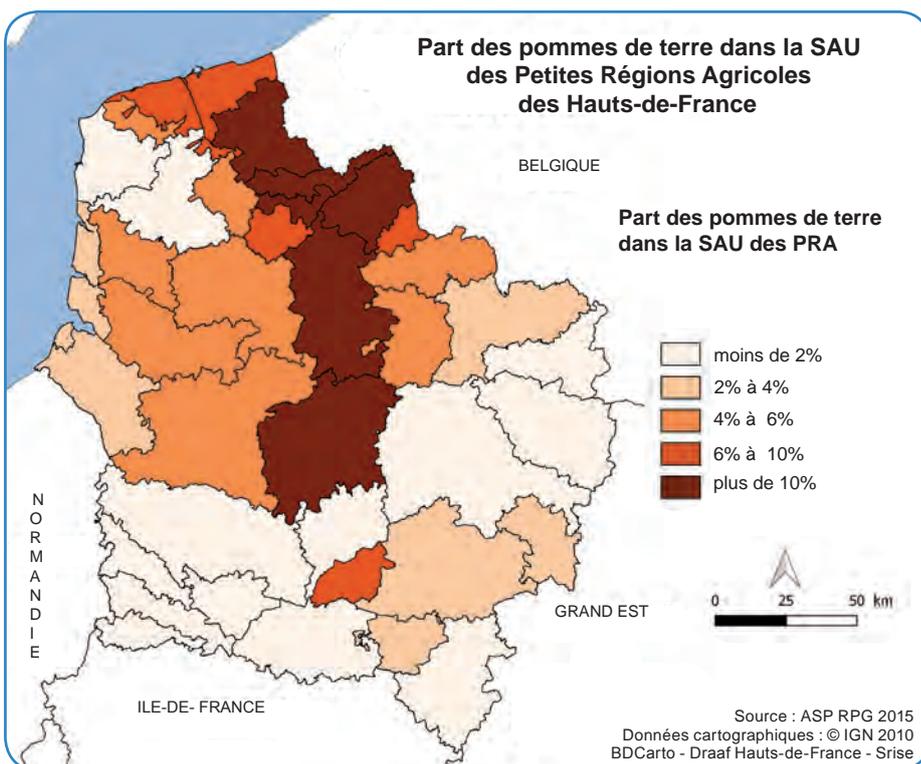
Evolution de la surface et du rendement (moyenne triennale) en pommes de terre de féculerie



R² : coefficient de détermination

Source : Agreste - SAA 2016

Part des pommes de terre dans la SAU des Petites Régions Agricoles des Hauts-de-France



Source : ASP RPG 2015
Données cartographiques : © IGN 2010
BDCaro - Draaf Hauts-de-France - Srise

Les betteraves industrielles : les Hauts-de-France première région française

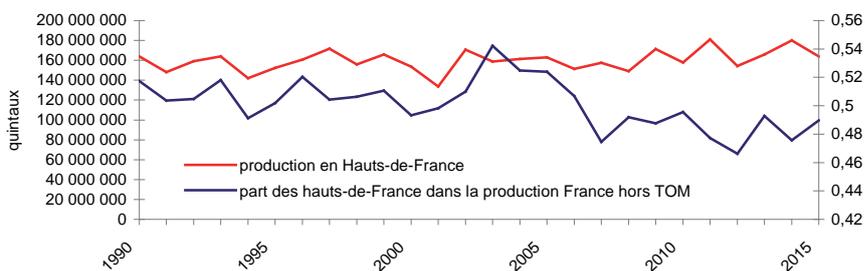
La production de betteraves industrielles dans la région est quasi-stable depuis 25 ans mais la part relative de betteraves produites dans les Hauts-de-France comparée à la France tend à se contracter. La surface implantée en betteraves industrielles diminue de 25 % en 25 ans. Sur la même période, le rendement progresse de près de 40 %, ce qui compense la baisse de surface. Cependant, la valeur générée par cette production baisse et passe de 818 millions d'euros constants en 1990 à 333 millions en 2015. La région produit près de la moitié de la production de betteraves sucrières française hors TOM.

L'arrêt des quotas sucriers qui existent depuis 1968 va changer l'équilibre économique. Il faudra faire face à un marché plus volatil et à un risque de surproduction. Plusieurs pistes sont aujourd'hui explorées comme une ouverture plus longue des sucreries nécessitant donc de meilleures méthodes de conservation des silos, ainsi que la limitation des coûts de production.



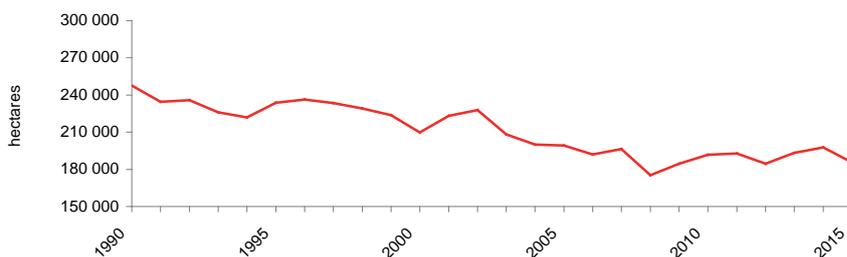
Près de 186 000 hectares de betteraves industrielles sont implantés dans la région en 2015. La petite région agricole du Soissonnais de l'Oise est celle qui consacre la plus grande partie de sa surface agricole utile à cette culture (23 %). Le Saint-Quentinois et Laonnois totalise près de 31 000 hectares de betteraves industrielles. Logiquement, les sucreries de la région se situent principalement dans les régions agricoles qui consacrent plus de 10 % de leur surface agricole utile à la culture de betteraves industrielles : Chevrières, Bucy-le-Long, Roye, Eppeville, Origny-Sainte-Benoîte, Villers-Faucon, Escaudoevres, Boiry-Sainte-Rictrude, Attin et Lillers.

Production de betteraves industrielles dans les Hauts-de-France



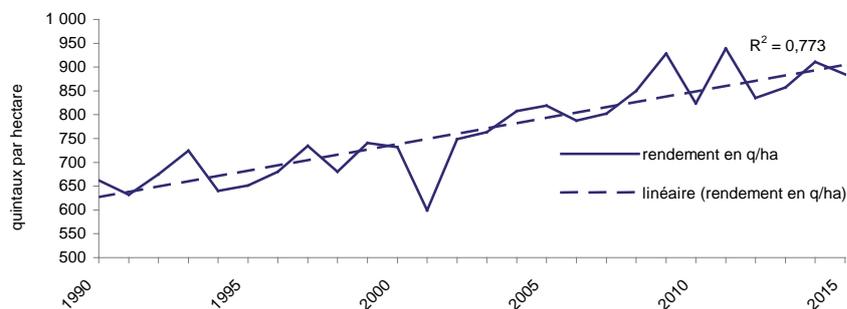
Source : Agreste - SAA

Evolution de la surface en betteraves industrielles de 1990 à 2015



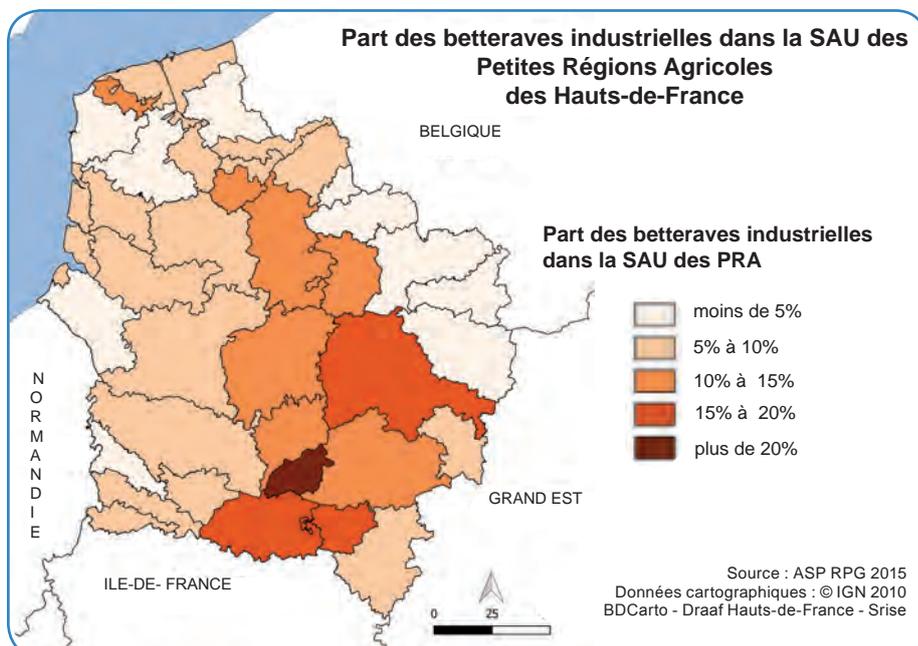
Source : Agreste - SAA

Evolution du rendement en betteraves industrielles dans les Hauts-de-France



Source : Agreste - SAA

Part des betteraves industrielles dans la SAU des Petites Régions Agricoles des Hauts-de-France



Dans les Hauts-de-France, des légumes destinés à la transformation sont ensemencés au pied des industries agro-alimentaires

Les sols de la région sont variés : argileux, sableux, acides, calcaires... Ils sont propices à la culture des légumes. En 2015, la région se classe première en production d'oignons, de petits-pois, de salsifis ou encore d'endives-chicons. Le caractère très urbanisé du nord de la région est propice au développement des circuits-courts ; des projets de serres chauffées grâce à un méthaniseur alimenté notamment par des effluents d'élevage se développent. Même si la surface brute consacrée à la culture des légumes diminue de plus de 7 000 hectares en 25 ans, près de 50 000 hectares sont encore destinés aux légumes en 2015.

Les endives-chicons : une production en baisse, presque entièrement inféodée aux Hauts-de-France

Plus de 90 % des endives racines françaises sont cultivées dans la région en 2015 contre 80 % en 1990. Cette culture bénéficie du savoir-faire et de la main d'œuvre locale, des terres à haut potentiel agronomique et de la présence de sélectionneurs de semences. La superficie consacrée à cette culture passe néanmoins de 13 000 à 8 000 hectares en 25 ans. Cette tendance baissière se confirme à l'échelle de la France.

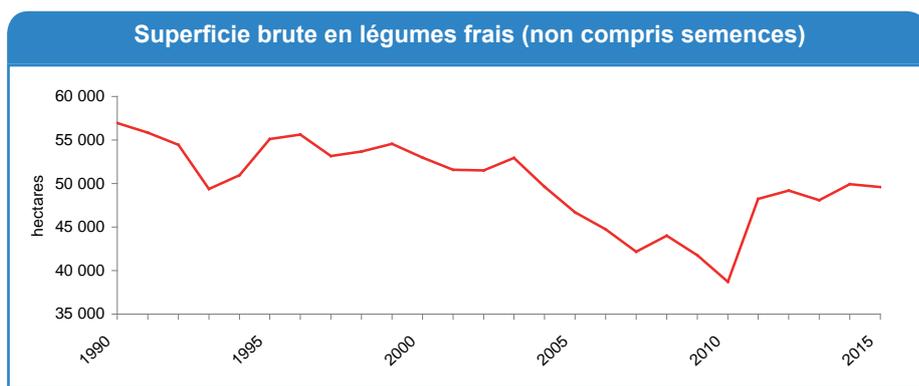
Jusqu'à 4 millions de quintaux de racines d'endives sont produites dans la région dès le début des années 2000. Ces dernières années, le volume produit avoisine les 2,4 millions de quintaux. La production de chicons suit logiquement la même tendance et passe d'environ 2 millions de quintaux au début des années 90 à moins d'1,6 million ces dernières années.

Les oignons : une production montante dans la région

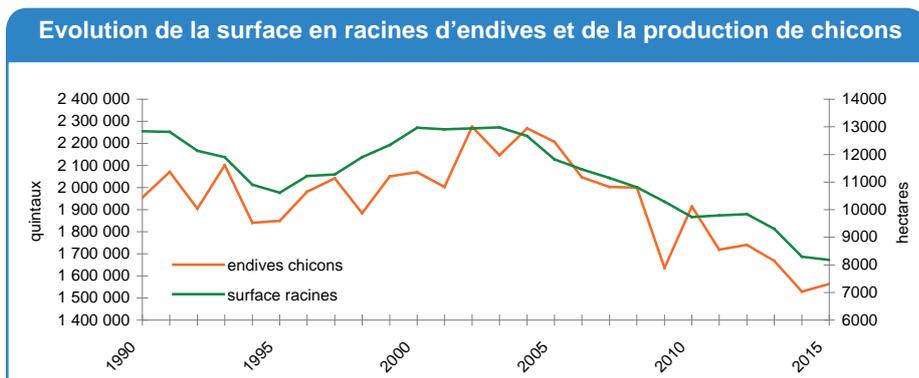
Les Hauts-de-France confirment leur position de leader dans la production d'oignons. La part des oignons produits dans la région comparée à la production française passe de 14 % en 1990 à 32 % en 2015. Pas moins de 140 000 tonnes d'oignons sortent des champs de la région en 2015 alors qu'on n'en totalise que 30 000 tonnes en 1990.

Légumes verts et carottes : des cultures délicates destinées principalement aux industries

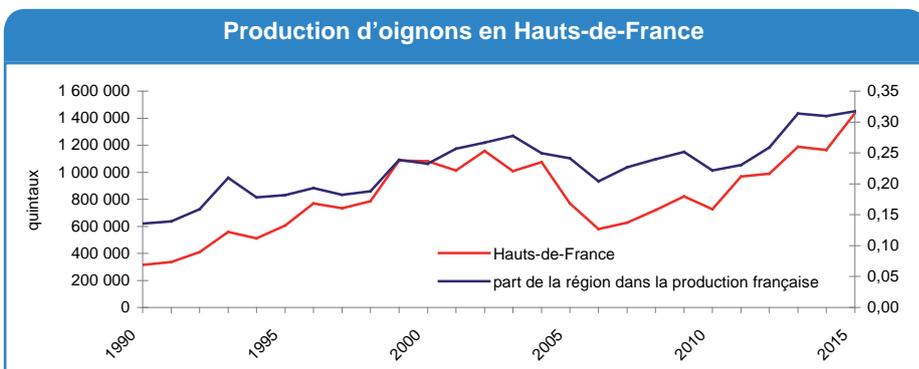
En haricots verts par exemple : la production de la région a doublé en 25 ans pour dépasser le seuil du million de quintaux.



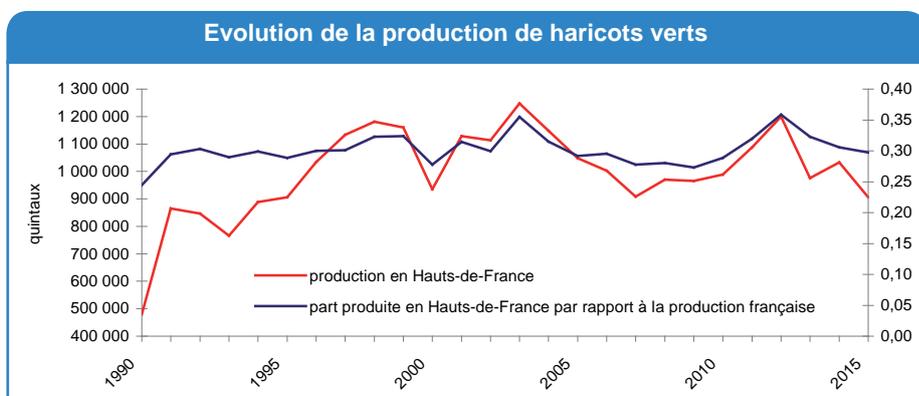
Source : Agreste - SAA



Source : Agreste - SAA



Source : Agreste - SAA



Source : Agreste - SAA

La part de la région dans cette production s'accroît et peut atteindre des niveaux supérieurs à 30 %.

Quant aux petits-pois, plus de 60 % de la production française provient des champs de la région. La production avoisine désormais les 160 000 tonnes contre 110 000

tonnes en 1990.

De façon plus modeste, plus de 20 % de la production française de carottes sont produits dans la région : principalement de grosses carottes destinées à l'industrie (macédoine par exemple), des carottes jaunes et des carottes nantaises.

Le cheptel bovin baisse dans la région

Les Hauts de France totalisent 6 % du cheptel bovin français. Même si le cheptel baisse de 15 % entre 1990 et 2015 en passant de 1,46 à 1,24 million de têtes, la part représentée par la région comparativement à la France est quasi-stable. Toutefois, les gros bovins génèrent 391 millions d'euros en 2015 alors que leur valeur s'élevait à 737 millions d'euros constants en 1990 pour la région.

L'élevage est de moins en moins spécialisé dans la filière laitière. En 2015, 65 % des vaches de la région sont des laitières contre 80 % en 1990. Pour la France (hors TOM), l'évolution est moins marquée puisque les vaches laitières représentent près de 47 % des vaches en 2015 contre 59 % en 1990.

On compte 145 000 vaches laitières en moins depuis 25 ans alors que les vaches nourrices progressent de près de 45 000 têtes.

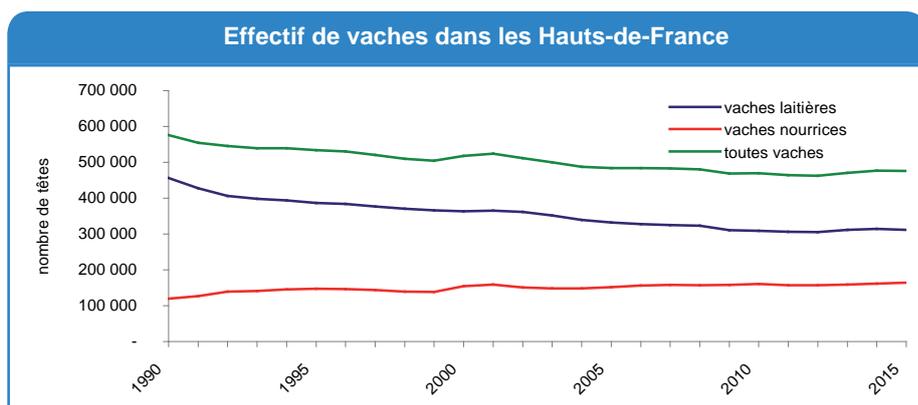
Progression de la production laitière depuis plus de 20 ans

Bien que le nombre de vaches laitières diminue depuis 25 ans, la collecte de lait pour l'industrie progresse de 21,5 millions d'hectolitres à près de 23,5 millions d'hectolitres. En effet, le rendement en lait par vache continue de progresser grâce à la sélection génétique et à l'amélioration de la technicité dans les exploitations, notamment de l'alimentation. Pour autant, la consommation de lait par habitant en France ne cesse de baisser sur la même période. Depuis le 1er avril 2015, les prix ne sont plus soutenus par le système des quotas et les éleveurs doivent s'adapter à un marché volatil par le biais de la contractualisation. En 25 ans, la valeur du lait et des produits laitiers de vache générée par la région, chute de 1 134 millions d'euros constants en 1990 à 777 millions d'euros en 2015.

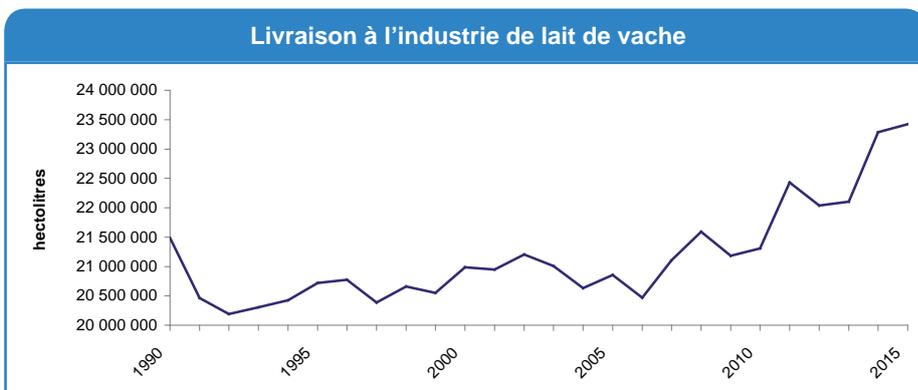
Evolution des données financières des exploitations des Hauts-de-France

Les résultats présentés sont des valeurs moyennes par exploitation, tirées du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA). Le RICA ne couvre pas la totalité des exploitations agricoles telles qu'elles sont définies dans les recensements, mais un sous-ensemble, qui élimine les petites exploitations de retraite, de loisir, de subsistance, en général à temps partiel.

De 1990 à 2009, les exploitations suivies dans le RICA ont une dimension écono-



Source : Agreste - SAA



Source : Agreste - SAA

Evolution des principales caractéristiques financières d'exploitation (en euros courants)						
	1990	1995	2000	2005	2010	2015
Nombre d'exploitations représentées	35 099	29 296	25 889	23 084	21 392	20 601
Surface agricole utile (SAU) (ha)	58,29	74,35	85,59	95,65	105,99	106,73
Effectifs animaux (UGB)	39,94	45,60	54,12	56,61	59,30	66,61
Main d'oeuvre totale (UTA)	1,54	1,71	1,80	1,89	1,89	1,96
dont main d'oeuvre non salariée (UTA)	1,36	1,45	1,48	1,50	1,46	1,40
Consommations intermédiaires (k€)	60,25	69,36	87,58	98,60	122,26	151,08
Charges d'approvisionnement (k€)	42,86	46,73	58,03	63,65	79,84	100,36
Subventions d'exploitation (k€)	1,12	21,70	24,97	34,37	41,35	34,98
Excédent brut d'exploitation (k€)	41,67	59,64	60,99	66,15	111,75	91,98
Résultat courant avant impôts (k€)	24,29	37,72	33,31	34,58	68,94	42,98
Fonds de roulement net (k€)	48,15	56,82	67,47	77,16	109,74	128,38
Dettes à long ou moyen terme (LMT) (k€)	59,42	67,46	88,25	113,43	164,58	162,78
Taux d'endettement (%)	42,05	40,12	42,91	46,08	47,06	44,78
RCAI par UTA non salariée (k€/UTA)	18,14	26,11	22,58	23,22	47,30	30,72

Source : Agreste - RICA

mique supérieure à 12 équivalents hectare de blé et doivent respecter un critère de temps de travail (au moins 0,75 unités de travail annuel UTA). Elles sont nommées «exploitations professionnelles».

A partir de 2010, le champ des exploitations enquêtées pour le RICA s'est réduit aux exploitations ayant au minimum 25 000 € de produit brut standard, ce qui correspond aux moyennes et grandes exploitations.

En 25 ans, le nombre d'exploitations professionnelles se réduit de plus de 40 % avec un quasi doublement de la surface agricole utile par exploitation. Les terres exploitées deviennent en quasi-totalité des terres détenues en fermage : les terres en faire-valoir direct diminuent de plus de 30 %. Ce phénomène s'explique, en partie, par la hausse du nombre d'exploitations en société.

La concentration des moyens de production ne concerne pas que les terres mais aussi les animaux puisque les cheptels détenus s'accroissent de plus de 60 % avec 26,7 unités de gros bétail supplémentaires.

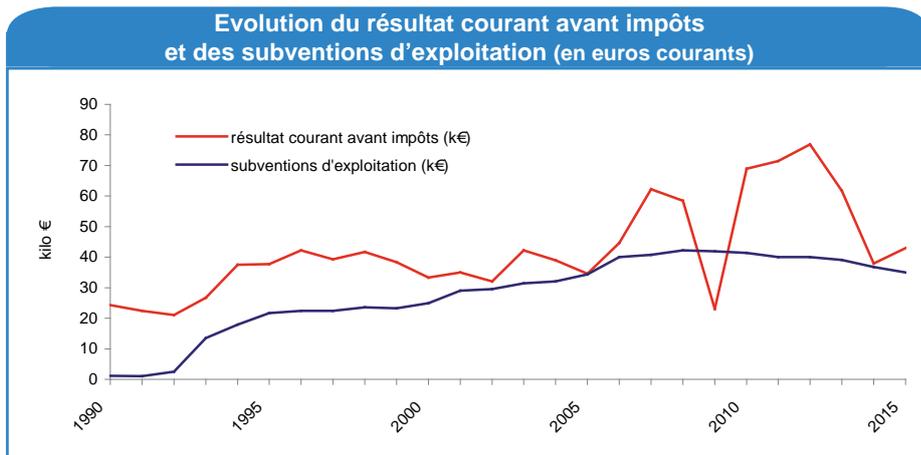
La période 1990-2015 a vu la mise en place des subventions liées aux surfaces exploitées. En 1992, les prix garantis aux agriculteurs sont diminués, cette baisse est compensée par une aide versée directement au producteur en fonction de sa surface et d'un rendement de référence. Ces dernières années, les subventions moyennes allouées aux exploitants de la région baissent en raison de l'évolution de la politique agricole commune qui conduit à un rééquilibrage des aides en France : convergence du niveau d'aide par hectare, augmentation des aides versées en faveur de l'élevage.

Le résultat courant avant impôts démontre l'impact de la crise agricole de 2009 (baisse de la demande intérieure en fruits, légumes et viandes et chute des prix du lait et des céréales). Les difficultés du secteur agricole, ces dernières années, face à l'embargo russe, aux variations du prix du lait, des céréales et de la viande entraînent une nouvelle baisse du revenu courant avant impôts depuis 2013.

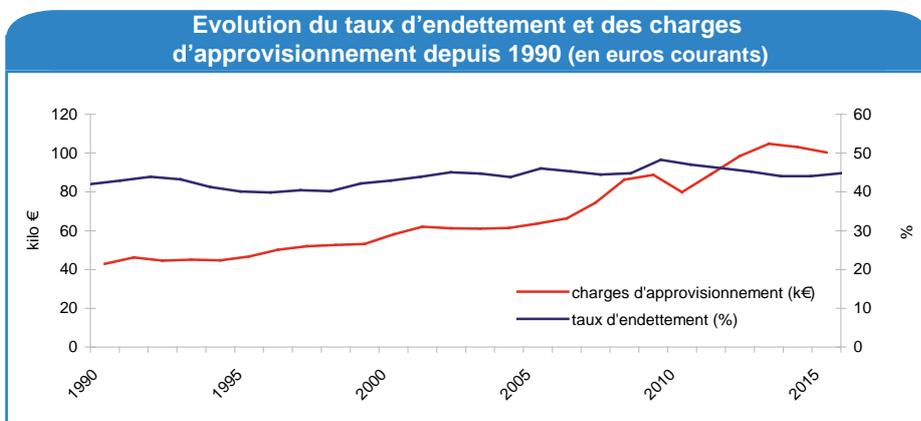
Sur 25 ans, la santé financière des exploitations s'améliore fortement grâce à l'accroissement du fonds de roulement. Ce dernier correspond à la somme dont dispose l'exploitation pour payer ses fournisseurs, ses employés et l'ensemble de ses charges de fonctionnement, en attendant d'être rémunérée par ses clients. En d'autres termes, les actifs immobilisés sont alors financés par des ressources de long terme. L'exploitation dispose de ressources stables et éprouve moins le besoin de recourir aux emprunts à court terme. De 1990 à 2015, l'excédent brut d'exploitation passe de 41,67 milliers d'euros courants à 91,98 milliers en 2015, soit une hausse de plus de 120 %. En euros constants (c'est à dire corrigés de la valeur de l'inflation entre 1990 et 2015), l'excédent brut d'exploitation progresse de près de 50 % : de 61,83 milliers d'euros en 1990 à 91,98 milliers en 2015 (cf. annexe 2).

Cependant, les dettes à moyen et long terme des exploitations triplent sur la même période. Les exploitations investissent de plus en plus alors que les charges d'approvisionnement augmentent.

Si on considère l'augmentation des dotations aux amortissements et en particulier le triplement des investissements en matériel, il apparaît un changement de politique financière : les exploitations sem-



Source : Agreste - RICA



Source : Agreste - RICA

Indicateurs RICA relatifs à la productivité des exploitations

	1990		2015
	en euros courants	euros constants valeur 2015	
Investissement total - Matériel (k€)	9,11	13,52	26,98
Investissement total - Foncier (k€)	1,85	2,74	1,89
Investissement total - Constructions (k€)	2,97	4,41	6,69
Dotations aux amortissements (k€)	13,54	20,09	44,71
Production de l'exercice par hectare (k€/ha)	2,07	3,07	2,47
Production de l'exercice par UTA (k€/UTA)	76,53	113,55	130,17

Source : Agreste - RICA

blent investir davantage profitant notamment du phénomène de défiscalisation.

Ces investissements participent à la productivité des exploitations puisque la production de l'exercice s'accroît par unité de travail annuel.

Sandra DELABY

Draaf - Srise

Annexe 1 : Les petites régions agricoles des Hauts-de-France

Le découpage du territoire français en «Régions Agricoles» est né en 1946 pour disposer d'un zonage approprié pour la mise en œuvre d'actions d'aménagement destinées à accélérer le développement de l'agriculture.

Pour l'INSEE il s'agissait, pour étudier l'évolution de l'agriculture, de disposer d'un découpage stable de la France en unités aussi homogènes que possible du point de vue agricole, en s'affranchissant des découpages administratifs aux limites arbitraires. Largement inspirées des régions géographiques, les petites régions agricoles ont une taille intermédiaire entre la commune (zone trop petite pour présenter des résultats) et le département (zone trop hétérogène).



Annexe 2 : Données économiques des exploitations corrigées de la valeur de l'inflation

Evolution des principales caractéristiques financières d'exploitation (en euros constants)

	1990	1995	2000	2005	2010	2015
Nombre d'exploitations représentées	35 099	29 296	25 889	23 084	21 392	20 601
Surface agricole utile (SAU) (ha)	58,29	74,35	85,59	95,65	105,99	106,73
Effectifs animaux (UGB)	39,94	45,6	54,12	56,61	59,3	66,61
Main d'oeuvre totale (UTA)	1,54	1,71	1,8	1,89	1,89	1,96
dont main d'oeuvre non salariée (UTA)	1,36	1,45	1,48	1,5	1,46	1,4
Consommations intermédiaires (k€)	89,39	92,11	109,61	112,17	129,08	151,08
Charges d'approvisionnement (k€)	63,59	62,06	72,62	72,41	84,3	100,36
Subventions d'exploitation (k€)	1,66	28,81	31,25	39,1	43,66	34,98
Excédent brut d'exploitation (k€)	61,83	79,2	76,33	75,26	117,99	91,98
Résultat courant avant impôts (k€)	36,04	50,1	41,69	39,35	72,79	42,98
Fonds de roulement net (k€)	71,43	75,46	84,44	87,78	115,87	128,38
Dettes à long ou moyen terme (LMT) (k€)	88,16	89,59	110,45	129,04	173,77	162,78
Taux d'endettement (%)	42,05	40,12	42,91	46,08	47,06	44,78
RCAl par UTA non salariée (k€/UTA)	26,91	34,67	28,25	26,41	49,94	30,72

Source : Agreste - RICA

Méthodologie

Cette étude se base sur l'exploitation des synthèses statistiques : statistique agricole annuelle (SAA), comptes de l'agriculture et réseau d'information comptable agricole (RICA).

Chaque année, les services statistiques établissent un état statistique se rapportant à la campagne agricole écoulée. Les statistiques sont relatives à l'utilisation des terres et aux productions agricoles. La SAA est une opération de synthèse utilisant l'ensemble des informations disponibles sur un sujet donné. Les résultats de la SAA sont le fruit d'arbitrages conduisant à des données cohérentes dans le temps et homogènes dans l'espace. Les résultats de la SAA sont régulièrement ajustés sur les résultats d'enquêtes à larges échantillons ou d'opérations exhaustives, tels les recensements agricoles.

Le RICA est un réseau européen né en 1968, qui observe par sondage, le fonctionnement des exploitations agricoles et leur revenu. 543 comptabilités sont suivies dans les Hauts-de-France.

Définitions

Consommations intermédiaires : Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production.

Dotation aux amortissements : Constatation comptable d'un amoindrissement irréversible de la valeur d'un élément d'actif immobilisé, résultant de l'usage du temps, d'un changement technique ou de toute autre cause. Le RICA retient la règle du calcul linéaire des amortissements.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances – impôts et taxes – charges de personnel
OU

Excédent brut d'exploitation (EBE) = Chiffre d'affaires – Achats consommés – Consommation en provenance de tiers + Subventions d'exploitation – Charges de personnel – Impôts et taxes.

Effectifs animaux exprimés en UGB (unité-gros-bétail) : Résultat de la multiplication des effectifs moyens par un coefficient de conversion correspondant à chaque type d'animal.

Euros constants : Les prix constants sont les prix en valeur réelle c'est-à-dire corrigés de la variation des prix par rapport à une donnée de base soit, dans l'étude, par rapport à l'année 1990.

Fonds de roulement : Actif cyclique (stocks et en-cours, avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances, valeurs mobilières de placement, charges constatées d'avance) – dettes non financières

Produit brut élémentaire :

- Animaux : Somme des ventes, variations de stocks, autoconsommation d'animaux, diminuée des achats d'animaux
- Produits animaux : Somme des ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits animaux
- Végétaux : Somme des ventes, variations de stocks, autoconsommation de végétaux.
- Produits végétaux : Somme des ventes, variations de stocks, autoconsommation de végétaux transformés.

Résultat courant avant impôts (RCAI) : Résultat d'exploitation + résultat financier. Dans le RICA, le RCAI est calculé avant déduction des cotisations sociales de l'exploitant.

UTA (unité-travail-année) : Travail agricole effectué par une personne employée à plein temps pendant une année. Une UTA = 1 600 heures.

Agreste : la statistique agricole

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt des Hauts-de-France

Service régional de l'information statistique et économique

518, rue Saint-Fuscien - CS 90069 - 80094 Amiens cedex 3 - Tél. 03 22 33 55 50

Courriel : srise.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr



- Directeur Régional : Luc MAURER
- Directeur de publication : Grégory BOINEL
- Composition : Monique LECUT
- Cartographie : Maxime ROUSSEL

- Impression : Srise Hauts-de-France
- Photos : Draaf Hauts-de-France
- ISSN 2609-5505
- © Agreste 2018

